

Bruno Le Maire
et Roland Lescure,
hier matin,
sur le site
photovoltaïque
installé sur
l'ancienne
décharge du Fito,
à Manosque.
/ PHOTO ÉRIC CAMOIN



Mobilisation générale pour l'énergie solaire

BAS CARBONE À Manosque hier, le ministre de l'Économie a dévoilé un "plan de bataille" pour développer une énergie renouvelable jusque-là sous-estimée en France. Il l'accompagne de décrets dégageant du foncier, d'une incitation à produire et acheter français et d'une philosophie protectionniste assumée.

Il est "fatigué" Bruno Le Maire. "Les normes c'est épuisant", ré-
pète le ministre de l'Écono-
mie. Au centre d'une tablée de
chefs d'entreprise à Ma-
nosque, ce vendredi, il est en
terrain conquis. Le vocabu-
laire est donc livré sur du velours. "Il
est essentiel d'accélérer" et "ce n'est pas
foutu, on se retrousse les manches",
rythment un exposé qui ressemble au-
tant à du volontarisme industriel qu'à
un discours politique bardé de libéra-
lisme et de protectionnisme euro-
péen. À deux mois des élections, celui
qui tenait un meeting, la veille à Oraï-
son, en parlant "souveraineté", récite
ses gammes.
Après tout, le sujet se prête à la philoso-
phie : il s'agit de rattraper le retard de
la France en matière de production
d'énergie solaire. Et, en creux, ne pas
laisser la Chine vampiriser un marché
en pleine expansion. "Le soleil est une
évidence", reprend Bruno Le Maire. Les
Français apprécient cette énergie de la
proximité et de l'auto consommation.

Elle est facile à installer, la technologie
est mature et a un coût raisonnable qui
ne va cesser de baisser. Il y a eu une es-
pèce de renoncement. On aurait tort de
ne pas accélérer." Dans un pays où
46% de la consommation énergétique
vient du fossile (pétrole, gaz, charbon)
et où la doxa nucléaire (40%) a repous-
sé les énergies renouvelables (solaire,
éolien, hydraulique...) au rang de
bonne conscience (14%), la transition
écologique change la donne.
"L'un des enjeux est de se débarrasser
de la dépendance aux producteurs
d'énergies fossiles", décrypte Jules Nys-
sen, président du Syndicat des éner-
gies renouvelables (SER) qui ras-
semble 540 entreprises de la filière.
"Même avec les six futurs EPR, le nu-
cléaire ne suffira pas à fournir les be-
soins en électricité, dans un contexte
où la consommation énergétique doit
baisser, mais où la part de l'électricité
augmenter pour les voitures et l'hydro-
gène industriel. Pour arriver à la neu-
tralité carbone, on doit développer le re-
nouvelable."

Converti à la planification, Bruno Le
Maire a son "plan de bataille solaire"
en tête. Il s'agit de produire, à l'hor-
izon 2050, 100 Gigawatts (GW) grâce au
photovoltaïque. Actuellement, la capa-
cité se situe à 17 GW, avec une évolu-
tion de 3 GW installés l'an dernier. Là
où l'Allemagne en a implanté 14 pour
arriver à 40... Visant une augmenta-
tion annuelle de 6 GW, le ministre de
l'Économie défriche. "On a besoin de
foncier", pointe-t-il, alors qu'un dé-
cret signé hier permettra de dévelop-
per l'agrivoltaïsme, clarifiant les mo-
tifs à controverses. Un autre texte vise-
ra à utiliser les abords des autoroutes
et une série d'appels à manifestation
d'intérêts doit permettre aux maires
d'implanter des panneaux solaires sur
les "délaiés routiers", autant d'im-
passes de bitume.
Après le foncier, la production. Quitte
à investir 20 milliards d'euros sur
l'énergie solaire, Bruno Le Maire veut
produire français. Deux gigafactories
conduites par Carbon à Fos et HoloSol-
is à Sarreguemines (Moselle) doivent

“
Les Français apprécient
cette énergie de la
proximité et de l'auto
consommation.”

répondre en partie à la demande d'ici
2025, créant au total 4 200 emplois. Au
passage, grâce à Carbon et aux projets
solaires, éoliens et hydrogène qui se
dessinent autour de Fos, la région rat-
trapa son retard sur ses voisins occi-
tane et rhône-alpine. Et pour que
"d'ici 2030, 40% des panneaux utilisés
soient produits en France", le ministre
et son compère de l'Industrie Roland
Lescure décrètent la "mobilisation gé-
nérale" : 29 entreprises, dont la SNCF,
Lidl ou Delkia, ont déjà signé un
"pacte solaire" incitant à acheter euro-
péen et français. Un "patriotisme éner-
gétique" qui se joint à un protection-
nisme européen assumé. "Il faut livrer
la bataille de la préférence européenne
dans les appels d'offres, comme le font
la Chine et les USA, avec des primes
aux panneaux bas carbone recy-
clables", assure encore Bruno Le
Maire. Il veut s'appuyer sur une loi vo-
tée en février au Parlement européen,
le NZIA, pour l'activer. Une révolte?
Non, un début de révolution.

François TONNEAU